

## Appel à contributions

### *Dialogues et controverses sur la nature sociale du rapport monétaire*

La revue *Interventions économiques / Papers in Political Economy* lance un appel à contributions pour un numéro spécial sur la monnaie.

En regard de la technicisation croissante de la science économique, et à la multiplication des champs d'étude investis par l'axiomatique néoclassique, l'étude du concept de monnaie, ainsi que l'analyse institutionnelle des ordres monétaires, constituent un terrain d'investigation quelque peu délaissé par les économistes, quand bien même celles-ci renferment de nombreuses potentialités pour le progrès de la connaissance et le dialogue interdisciplinaire. Du point de vue de son ontologie, la monnaie représente un phénomène difficilement identifiable, ce qui limite les possibilités de consensus en ce qui concerne une définition partagée et, de là, favorise à son égard une approche phénoménologique, selon laquelle elle serait saisissable uniquement par les fonctions qu'elle exerce dans l'espace marchand.

Dans ce cadre s'est imposée l'idée que l'économie monétaire dérive du comportement des individus sur le marché, la monnaie étant d'abord un objet sélectionné pour ses qualités intrinsèques (pour surmonter les inconvénients du troc) puis, à mesure de sa dématérialisation, une entité purement scripturale, dont la valeur reposerait sur l'utilité que ses utilisateurs en retirent. Minée par de nombreuses insuffisances d'ordre théorique et empirique, cette approche individualiste néglige l'idiosyncrasie de la monnaie en tant que phénomène non-marchand, celle-ci étant fondamentalement une relation sociale, de dette-crédance, liant entre eux les membres de la collectivité par une expression quantitative commune. Dans le rapport monétaire se joue par conséquent l'appartenance des individus à la société, qui englobe ses membres avec une altérité qui lui est propre : sans chercher d'illusoirs fondements microéconomiques à la macroéconomie, il s'agit de saisir la manière dont la monnaie est d'emblée acceptée par l'ensemble de la communauté des échangistes.

Cette réflexion repose notamment sur l'idée que toute transaction économique mobilise, *a contrario* de l'échange dans un régime de troc, trois acteurs différents, à savoir le payeur, le payé, et l'institut émettant le moyen de paiement, ce dernier étant alors une

émanation de l'ensemble du corps social. Cette conception de la monnaie en tant que lien social se distingue finalement selon qu'elle mobilise la production, le pouvoir hiérarchique du Souverain, ou les différentes formes de la confiance cimentant la communauté :

- 1) Dans le cadre d'une « économie monétaire de production » (Keynes), les théoriciens du circuit stipulent que la monnaie, prenant sa source dans la rémunération des travailleurs, permet de monétiser (théorie des émissions) ou de financer (théorie du circuit) la production. Le premier cas signifie que payer les salaires requiert une émission monétaire, qui traduit les contributions productives de chacun en un langage quantitatif commun, et signifie la naissance d'un revenu définissant une puissance d'acquisition sur l'ensemble du corps social.
- 2) Dans le sillage de Knapp, les théoriciens chartalistes avancent l'idée que le circuit économique est amorcé par la dépense publique et que la valeur de la monnaie dérive de l'obligation, pour les membres de la communauté nationale, de payer les impôts. La monnaie est l'expression du pouvoir, hiérarchique et politique, qu'exerce l'Etat sur les agents économiques, qui trouvent leur socialité dans leur endettement commun envers le Souverain.
- 3) Une conception socio-politique alternative de la monnaie se retrouve dans les théories de la « monnaie souveraine » (Aglietta et Orléan), pour lesquelles la monnaie résulte d'un processus d'élection mimétique, qui permet de canaliser la violence de la société marchande. La souveraineté se rapporte ici à la majorité du corps social, qui porte sa confiance sur un objet monétaire particulier, dont toute la légitimité (en tant que moyen d'expression de la richesse et réserve de valeur) repose sur des rapports de forces pouvant être à tout moment remis en question.
- 4) En parallèle et en complément de ces axes de recherche s'inscrivent des développements de la sociologie économique montrant que la monnaie, et les différents supports matériels de celle-ci, contiennent une charge symbolique véhiculant des valeurs partagées, ou différenciées selon les groupes, ou les catégories sociales. La monnaie implique ainsi le partage, et une « assignation sur la société », pour reprendre l'expression de Simmel.

A partir de cette conception sociale du rapport monétaire, ce numéro cherchera, dans l'esprit animant *Interventions économiques / Papers in Political Economy*, une intelligence plurielle de la monnaie, qui privilégiera une approche transversale en la matière. Une réflexion monétaire menée en termes d'économie politique, lorsque la monnaie représente le terrain d'étude idéal pour les théories économiques alternatives (marxienne, postkeynésienne, institutionnalistes, régulationniste, circuitiste, etc.), en offre l'opportunité. La réflexion pourrait ainsi mettre en évidence les passerelles constructives à penser entre les différentes approches, qui suivent le plus souvent des programmes de recherche différents.

Cet appel à contributions entend ainsi laisser toute sa place au dialogue, nécessaire, entre des approches cherchant à comprendre la nature de la monnaie. Par ailleurs, les réflexions épistémologiques, indispensables pour comprendre les divergences théoriques, sont également bienvenues. Enfin, les expériences monétaires, contemporaines ou passées, présentent un intérêt certain pour améliorer la compréhension de la nature de

la monnaie, en permettant de dépeindre un *concret pensé* de ce que représentent effectivement les phénomènes monétaires.

### **Thématiques envisagées**

Ce dialogue portera sur diverses thématiques monétaires, auxquelles le numéro reste pleinement ouvert. L'attention sera notamment accordée à la question de la souveraineté monétaire (Blanc, 2002) et au problème de l'acceptation de la monnaie dans l'échange marchand (Orléan, 1982). Référence sera également faite, dans une optique circuitiste, aux conditions de l'émission monétaire, plus particulièrement en regard du paiement des salaires et de la détermination du revenu monétaire (Cencini et Rossi, 2015). Dans le sillage de la crise grecque, la question de la souveraineté monétaire bénéficie, bien que timidement, d'une reconnaissance croissante en tant qu'élément déterminant (ou de cadre préalable) pour la politique économique (Wray, 2012 ; Tcherneva, 2016 ; Aglietta, Ould Ahmed et Ponsot, 2016). Par ailleurs, en sociologie, en sciences politiques et en relations internationales, des contributions peuvent enrichir la compréhension de la question de la souveraineté monétaire, mais aussi celle du statut particulier de la monnaie, notamment à l'échelle supranationale. Cette question amène avec elle celle de la lutte pour la souveraineté monétaire, dont il avait été question dans le numéro 18 de la *Revue de la régulation* (2015), qui portait sur le phénomène des contestations monétaires. En tant que fait social total, la monnaie est un terrain d'affrontement, dont l'une des traductions se trouve dans les mouvements sociaux (aux échelles locale, nationale et internationale) remettant en question les ordres monétaires existants, ce qui ouvre de nouvelles perspectives interdisciplinaires. Cette question est très actuelle, comme en témoigne le numéro 5 (volume 40) du *Cambridge Journal of Economics*, qui explore dans quelle mesure les conséquences de la crise financière des *subprime* rouvre le débat sur la nature de la monnaie, ainsi que sur les arrangements institutionnels qui assurent la création et la circulation de celle-ci.

Ce numéro souhaiterait ainsi rassembler des contributions autour des thématiques suivantes :

- La souveraineté monétaire ;
- L'acceptation ou le rejet de la monnaie dans la société marchande ;
- La légitimité ou l'illégitimité d'ordres monétaires nationaux ou supranationaux en particulier ;
- Les théories étatiques / néo-chartalistes de la monnaie et ses critiques ;
- Des réflexions sur le concept de monnaie et les déterminants de la valeur de celle-ci ;
- L'articulation et la complémentarité des théories monétaires hétérodoxes ;
- La nature comptable de la monnaie et son rôle dans la numération des grandeurs économiques ;
- Les modalités de la création monétaire, notamment en regard des dissensions dans les théories postkeynésienne et circuitiste de la monnaie ;
- L'idiosyncrasie de la monnaie en tant que relation sociale de dette-crédence ;
- Le rôle des supports monétaires dans la construction des représentations monétaires ;
- Les symboliques véhiculées par la monnaie ou les supports monétaires ;

- Les innovations monétaires et la construction de circuits d'échange alternatifs.

En mettant l'accent sur la nature sociale du rapport monétaire, mais aussi en favorisant le dialogue entre les théories économiques et les différentes sciences sociales, ce numéro d'*Interventions Economiques / Papers in Political Economy* a pour ambition de contribuer aux initiatives déjà développées dans plusieurs numéros de revues académiques récemment consacrés à la monnaie, notamment dans le *Cambridge Journal of Economics* (volume 40, numéro 5, 2016), la *Revue Française de Socio-Economie* (numéro 12, 2013), la *Revue de la Régulation* (numéro 18, 2015) et le *Journal of Cultural Economy* (volume 9, numéro 1, 2016). Cet appel se situe dans cette même volonté d'améliorer la compréhension de la nature de la monnaie et de ses manifestations sociales et politiques.

### Références citées

Aglietta, Michel, Ould Ahmed, Pépita et Ponsot, Jean-François (2016). *La Monnaie, entre Dettes et Souveraineté*, Paris, Odile Jacob.

Blanc, Jérôme (2002). Invariants et variantes de la souveraineté monétaire. Réflexions sur un cadre conceptuel compréhensif, *Economies et sociétés*, série Monnaie, ME n°4, pp. 193-213.

Cencini, Alvaro et Rossi, Sergio (2015). *Economic and Financial Crises. A New Macroeconomic Analysis*, Londres et New York, Palgrave Macmillan.

Orléan, André (1982). Inflation et souveraineté monétaire, *Critiques de l'économie politique*, n° 18, pp. 93-113.

Tcherneva, Pavlina (2016). Money, Power and Distribution: Implications for Different Monetary Regimes, *Journal of Self-Governance and Management Economics*, à paraître.

Wray, L.R. (2012). *Modern Money Theory. A Primer on Macroeconomics for Sovereign Monetary Systems*, Londres et New York, Palgrave Macmillan.

### Comité de rédaction du numéro

- Faudot, Adrien, Université Grenoble Alpes  
[adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr)
- Massonnet, Jonathan, Université de Fribourg  
[jonathan.massonnet@unifr.ch](mailto:jonathan.massonnet@unifr.ch)
- Ponsot, Jean-François, Université Grenoble Alpes  
[jean-francois.ponsot@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:jean-francois.ponsot@univ-grenoble-alpes.fr)

### Modalités

Les propositions d'articles sont à envoyer au plus tard le 31 janvier 2017 à [adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:adrien.faudot@univ-grenoble-alpes.fr) et à [jonathan.massonnet@unifr.ch](mailto:jonathan.massonnet@unifr.ch)

Les articles proposés au Comité de rédaction doivent être originaux, ne pas avoir été soumis ailleurs et ne pas avoir été publiés dans une autre langue. Les articles n'excéderont pas 25 pages (incluant tableaux, graphiques et bibliographie) à interligne et

demi (ou 50 000 signes) et devront être accompagnés d'un court résumé d'une dizaine de lignes, en anglais et en français, et de cinq mots clé, en anglais et français également.

L'auteur fournira les renseignements suivants : son nom, son adresse, son numéro de téléphone, son adresse électronique ainsi que son titre et son établissement de rattachement.

Les textes seront examinés de façon anonyme par deux lecteurs externes (ou trois s'il n'y a pas entente sur l'évaluation). Les articles soumis présenteront des résultats de recherche originaux et des qualités telles que la lisibilité et la pertinence par rapport à la problématique générale du numéro. Les articles publiés restent la propriété de la revue.

### **Consignes de rédaction des articles**

Les notes seront présentées en fin de texte et seront identifiées en chiffres arabes. La bibliographie complète doit être formulée comme suit :

Livre : Dostaler, Gilles et Michel Beaud (1996). La pensée économique depuis Keynes, Paris, éditions du Seuil, 444 pages.

Revue : Dutraive, Véronique (1993). La firme entre transaction et contrat : Williamson épigone ou dissident de la pensée institutionnaliste, *Revue d'économie politique*, vol. 103, n° 1, pp. 83-105.

Chapitre d'ouvrage : Élie, Bernard (1997). Contre l'apartheid économique : le combat politique, dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (sous la direction de), *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux ?*, *Études d'économie politique*, vol. 13, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, pp. 179-186.

**Pour plus d'informations sur la revue :**

<http://interventionseconomiques.revues.org/>

La revue *Interventions économiques / Papers in Political Economy* est une revue scientifique qui s'intéresse aux débats théoriques en économie politique et en socio-économie, à l'évolution et aux transformations socio-économiques des sociétés actuelles et aux résultats de recherche menés dans ces divers domaines. Elle est maintenant disponible au portail revue.org du Centre pour l'édition électronique ouverte (CLÉO).

*Interventions économiques / Papers in Political Economy* présente des analyses et résultats de recherche pouvant provenir de l'ensemble des sciences sociales, mais privilégie les thèmes reliés à l'économie politique, à la sociologie économique, au travail et à l'emploi, au développement (local, régional, international), à la mondialisation et à l'économie politique internationale, ainsi qu'à l'analyse des écrits d'auteurs importants dans ces différents champs.

La revue publie des articles en français et en anglais. La revue publie des articles dont la qualité scientifique sera évaluée par deux évaluateurs anonymes (ou trois en cas de divergence) mais veut aussi s'assurer du transfert des connaissances par des articles clairs et compréhensibles, qui permettent de rendre ces contributions accessibles aux acteurs socio-économiques et politiques.

Chaque numéro est consacré à un thème particulier, sous la coordination d'un ou plusieurs chercheurs reconnus. Chaque dossier thématique comporte un article de portée générale et présentant les articles, et environ six (6) articles de fond. La revue publie aussi des articles hors thème, des essais, des entrevues avec des spécialistes et des comptes rendus d'ouvrages récents.

**revues.org**  
CENTRE POUR L'ÉDITION ÉLECTRONIQUE OUVERTE  
CENTRE FOR OPEN ELECTRONIC PUBLISHING